

Editorial en forme de décalogue

Voici, nourri par l'expérience de ces trente dernières années*, mon petit décalogue du service public, qui est aussi le contre dictionnaire de quelques idées reçues.

- 1** Le service public n'est pas une charge pour l'économie. C'est une forme de production d'utilité collective.
- 2** Le service public n'est pas un simple pansement sur la société capitaliste. C'est le ferment possible d'un mode alternatif de développement.
- 3** Le service public n'est pas une fantaisie française. Ses principes se retrouvent au-delà de nos frontières et il peut être l'un des piliers de la construction européenne.
- 4** Il ne suffit pas de « défendre » le service public. Il faut prendre l'offensive et chercher à lui donner de nouveaux développements dans le cadre de l'organisation collective de la satisfaction des besoins .
- 5** Il n'y a pas dichotomie mais simple continuum, entre services publics marchands ou non marchands, régaliens, socioculturels ou économiques, qui sont tous soumis, au nom de l'intérêt général, à des principes communs.
- 6** Les partisans du service public ne doivent pas abandonner à ses adversaires l'art de la critique, non plus que le thème du changement.
- 7** Le moment est venu de faire émerger une nouvelle culture du service public, plus conviviale, plus souple, plus participative.
- 8** Les modes d'organisation du service public diffèrent d'une fonction à une autre, des opérateurs privés peuvent y avoir une place, mais le pilotage doit rester du ressort de la décision politique et ne saurait dépendre des cours de bourse.
- 9** Service public, gestion publique, fonction publique : ces trois notions sont en étroite corrélation mais ne se recouvrent pas nécessairement à 100%.
- 10** Le service public ne peut se désintéresser de l'évaluation de ses résultats.



C'est à la promotion de ces idées, parmi d'autres, que je souhaite voir notre association continuer à se consacrer et c'est ce pourquoi je lui reste attaché.

Jacques Fournier
Président d'Honneur du CIRIEC-France

* Ancien secrétaire général du gouvernement, Jacques Fournier a été président de Gaz de France, de la SNCF et du Centre Européen des Entreprises Publiques. Il est l'auteur d'*Itinéraire d'un fonctionnaire engagé*.

ACTUALITE

NAISSANCE D'ISTYA, PREMIER GROUPE FRANÇAIS DE PROTECTION SOCIALE COMPLEMENTAIRE

Les groupes Mutuelle Générale de l'Éducation Nationale et Mutuelle Nationale Hospitalière, la Mutuelle Nationale Territoriale, la Mutuelle Générale Environnement et Territoires et la Mutuelle des Affaires Étrangères et Européennes ont décidé de constituer le [Groupe Istya](#), premier groupe mutualiste français de protection sociale complémentaire en santé, prévoyance, dépendance et retraite. Protégeant près de 10 % de la population française, avec un chiffre d'affaires consolidé supérieur à 3,5 milliards d'euros, le groupe Istya a pour vocation de soutenir la croissance durable des mutuelles affiliées. [Thierry Beaudet](#), président du groupe MGEN, préside son conseil d'administration.

Ces organisations mutualistes partagent un socle de valeurs communes. Issues des trois fonctions publiques (d'État, hospitalière et territoriale), elles défendent une même vision du service public et de la santé. Elles militent pour un renforcement de la Sécurité sociale dans son rôle de protection solidaire, par un financement équitable et pérenne, garantissant l'accès de tous aux soins. Rassemblées depuis mars 2009 dans « Unités » (pour « Union Territoires Éducation Santé »), une union de représentation au sein de la Fédération Nationale de la Mutualité Française et de la Mutualité Fonction Publique, elles ont décidé d'unir leurs forces pleinement, en créant un véritable groupe qui combine leurs comptes et organise un mécanisme de solidarité financière. C'est désormais chose faite avec la création, le 6 mai 2011, du groupe Istya.

Union mutualiste de groupe (UMG), Istya est régi par des statuts et une convention qui encadrent les conditions d'affiliation et de fonctionnement. Les mutuelles affiliées conservent leur souveraineté et leur dynamique propre, tout en conditionnant certaines décisions majeures (fusion, création, dissolution de filiales, transfert de portefeuille, emprunt ou émission de titres...) à accord ou information préalable du conseil d'administration du groupe Istya. Premier groupe en complémentaire santé (y compris parmi les assureurs et institutions de prévoyance), le groupe Istya veut accélérer son développement en prévoyance, dépendance et retraite, prioritairement sur le champ des fonctions publiques, mais aussi en direction de toutes les populations. Sa dimension facilitera les investissements nécessaires à l'amélioration des prestations et services au bénéfice des personnes protégées. Une première série de synergies opérationnelles a été identifiée dans un double objectif de développement de l'activité et d'optimisation de la gestion (pilotage des risques, actuariat, conventionnement, gestion d'actifs, achats). Le groupe Istya envisage également de se développer par l'affiliation de nouveaux membres : des discussions sont d'ores et déjà engagées avec d'autres organisations.

NOUVEAU MASTER EN ECONOMIE SOCIALE

En partenariat avec la Ligue de l'Enseignement, l'Université Paris-Est Marne la vallée vient de créer un Master 2^{ème} année rattaché au Laboratoire Institut de Recherche en Gestion. Le Master « [Stratégie et Management des entreprises associatives de l'économie sociale et solidaire](#) » propose une formation au croisement des sciences de gestion et du champ de l'ESS, pour développer et soutenir les spécificités du secteur. Cette formation a pour objectif de former des cadres ou futurs cadres qui se dédient au secteur de l'ESS à *gérer autrement*.

Ce nouveau Master, témoigne de l'attention que les universités portent aux nouveaux développements de l'entrepreneuriat coopératif, mutualiste et associatif. Il est dirigé par [Pénélope Codello-Guijarro](#), maître de conférences en sciences de gestion

>>> <http://irg.univ-mlv.fr/lequipe/chercheurs-permanents/codello-guijarro-penelope/>

LOI ESPAGNOLE SUR L'ECONOMIE SOCIALE

Nous avons rendu compte de la récente promulgation d'une loi-cadre sur l'économie sociale par le Parlement espagnol. Cette initiative législative, fortement revendiquée par les organisations espagnoles représentatives de l'économie sociale, et préparée avec le concours du CIRIEC-Espagne, est jusqu'à présent unique au monde. Sa traduction française est maintenant disponible.

>>> [Loi 5/2011, du 29 mars, de l'Économie Sociale](#)

TRAVAUX DU CIRIEC

DINER-DEBAT

L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE AU CŒUR DES TERRITOIRES IMPACT ET REGULATION

Mercredi 15 juin 2011, à 18 h 30
Cercle Républicain – 5 avenue de l'Opéra, Paris 1^{er}

La présentation sera faite à partir du numéro spécial de la revue *Géographie Economie et Société* sur les organisations de l'ESS : gouvernance, régulation et territoires.

La recherche met en évidence la contribution des entreprises de l'économie sociale et solidaire aux mutations des sociétés contemporaines autour de deux dimensions :

- Leur contribution aux politiques publiques - La coordination des activités (emplois et territoires).

Intervenants :

Danièle DEMOUSTIER - IEP de Grenoble

Bernard ENJOLRAS - Directeur de recherche à l'Institut pour la recherche sociale à Oslo

Xabier ITCAINA - Chercheur au Centre Emile Durkheim, Sciences Po de Bordeaux

Nadine RICHEZ-BATTESTI - Université de la Méditerranée et LEST

La manifestation sera suivie d'un dîner dans les salons du Cercle Républicain au cours duquel les participants pourront échanger avec les conférenciers.

Participation aux frais de restauration : 20 €

>>> info@ciriec-France.org

RENCONTRE AVEC ELINOR OSTROM

Rencontre des acteurs et des chercheurs de l'Economie Sociale et Solidaire avec Elinor OSTROM, Prix Nobel d'Economie 2009

En juin, Madame Elinor Ostrom (Prix Nobel d'Economie 2009) sera en France à l'initiative conjointe d'un ensemble d'institutions françaises (CIRAD, Académie d'agriculture, université et Agropolis Montpellier) et d'institutions internationales (OCDE, UNESCO).

Dans le cadre de ce programme, une rencontre est organisée avec Madame Ostrom

Jeudi 23 Juin 2011 à 14h30
dans l'amphithéâtre de la MACIF
17/19, place Etienne Pernet - 75015 PARIS

L'organisation de cette rencontre a été confiée conjointement au CIRIEC-France, au CNAM (Conservatoire National des Arts & Métiers), à la Chaire Economie Sociale de l'ESCEM Tours/Poitiers (en partenariat avec le groupe Audiens et la MAIF) et au RIODD (Réseau International sur les Organisations et le Développement durable), en partenariat avec diverses institutions et associations scientifiques.

>>> Programme : www.ciriec-france-france.org

>>> Inscription : [répondre à l'invitation](#)

(Le nombre de places étant limité, les inscriptions seront prises dans l'ordre d'arrivée)

RENCONTRES ESCEM / CIRIEC-FRANCE

Le cycle des rencontres « **Management en économie sociale : ses fondements, ses spécificités, ses nouveaux enjeux et ses évolutions** » s'est terminé le 24 mai. Quatorze rencontres, entre septembre 2010 et mai 2011, ont permis à des praticiens, des chercheurs et des étudiants de faire le point sur la réalité et les potentialités de cette façon d'entreprendre qui a aujourd'hui de plus en plus d'adeptes.

Ce programme a par ailleurs permis une collaboration originale et féconde entre l'ESCEM (Groupe Ecole Supérieure de Commerce et de Management Tours-Poitiers), le CIRIEC-France, le Groupe AUDIENS, la MAIF et le Centre des Jeunes Dirigeants de l'Economie Sociale.

Il a obtenu le soutien de la Délégation à l'économie sociale et de la Fondation Crédit Coopératif. Il a été dirigé par **François Silva**, directeur de la Chaire Economie Sociale et Management de l'ESCEM et **Marcel Caballero**, vice-président du CIRIEC-France.

Les travaux feront l'objet d'une publication.

Un nouveau cycle de rencontres est en préparation. Nous en rendrons compte dans les prochaines *Brèves*.

NOUVEAU SITE INTERNET DU CIRIEC-FRANCE

Restructuré et « rajeuni », Le site internet du [CIRIEC-France](http://www.ciriec-france.org) est à nouveau accessible. Outre les informations sur l'association, son histoire, son organisation, ses activités, ses manifestations, il comporte de nombreux liens avec le réseau international du CIRIEC et ses principaux partenaires.

La collection des « *Brèves du CIRIEC-France* » des trois dernières années est également disponible et téléchargeable.

>>> <http://www.ciriec-france.org>

ANNALES DE L'ECONOMIE PUBLIQUE, SOCIALE ET COOPERATIVE

Publication du volume 82 n°2 de la revue scientifique du CIRIEC-International,
Les Annales de l'économie publique, sociale et coopérative.

• GRADUAL NETWORK EXPANSION AND UNIVERSAL SERVICE OBLIGATIONS
Axel Gautier and Keizo Mizuno

• THE IMPACT OF FOOD PRICE SHOCK ON HETEROGENEOUS CREDIT CONSTRAINED FIRMS
Pavel Ciaian and d'Artis Kancs

• DO MONETARY REWARDS CROWD OUT THE INTRINSIC MOTIVATION OF VOLUNTEERS? SOME EMPIRICAL EVIDENCE FOR ITALIAN VOLUNTEERS
Damiano Fiorillo

• STRATEGIC DIAGNOSIS OF SPANISH FARMING COOPERATIVE CREDIT SECTIONS: A SWOT ANALYSIS
Joan Ramón Sanchis-Palacio and Amparo Melián-Navarro

• PENSER L'ENTREPRISE COOPÉRATIVE : AU-DELÀ DU RÉDUCTIONNISME DU *MAINSTREAM*
Thomas Barreto

>>> [Wiley Online Library](http://www.wiley.com)

Collection des working papers du CIRIEC

Les Working Papers ou cahiers de recherche du CIRIEC sont essentiellement destinés à diffuser rapidement des contributions issues des travaux en cours au sein des Commissions scientifiques et Groupes de Travail.

Ils accueillent aussi des contributions de recherche de la part des membres du réseau scientifique du CIRIEC ou issus de travaux réalisés sous l'égide des Sections nationales du CIRIEC.

Les cahiers de recherche sont publiés dans une des trois langues officielles du CIRIEC (allemand, anglais, français) sous la responsabilité du Conseil scientifique international qui a mandaté comme éditeurs scientifiques Fabienne Fecher, Rafael Chaves et Gabriel Obermann.

Pour tout renseignement en vue d'une proposition de publication, s'adresser au [secrétariat international du CIRIEC](#).

Parmi les titres disponibles :

- BAUBY P. : [Le système français de gestion de l'eau](#)
- MARSAL C. : [Les mécanismes cognitifs de gouvernance : un atout pour les banques mutuelles](#)
- ZADRA-VEIL C. : [Urban Transport in France](#)
- DIZY MENÉNDEZ D./ RUIZ CAÑETE O. : [The Spanish Waste Sector: Waste Collection, Transport and Treatment](#)
- MARTÍN URBANO P. et al. : [Spanish Local and Regional Public Transport](#)
- MASSARUTTO A. : [Municipal waste management in Italy](#)
- WACKERBAUER J. : [The Water Sector in Germany](#)
- KLIEN M./LOSER P. : [Austrian Waste Sector](#)
- KLIEN M. : [Water Services in Austria](#)
- LOSER P. : [Austrian Local and Regional Public Transport](#)
- COLLIGNON A./ GATHON H.-J. : [La gestion des services d'eau en Belgique](#)
- RUIZ CAÑETE O./ DIZY MENÉNDEZ D. : [The Water Sector in Spain](#)
- DJEMACI B. : [Public waste management services in France. National analysis and case studies of Paris, Rouen and Besançon](#)
- BARDELLI L./ ROBOTTI L. : [The Water Sector in Italy](#)
- TARSIM A. : [L'efficacité du secteur ferroviaire européen : Analyse stochastique des effets de la réforme et de la qualité des services](#)
- OSCULATI F./ZATTI A. : [Local Public Transport in Italy: The Long and Tortuous Way of a Tentative Reform](#)
- RICHEZ-BATTESTI N./ORY J.-N/ GIANFALDONI P. : [Quelle gouvernance partenariale dans les banques coopératives françaises ? Marché, réseau et proximité](#)
- NICOLAU I./ SIMAENS A. : [Strategic Management in Social Economy - an overview of Social Solidarity Cooperatives in Portugal](#)
- VAESKEN P./ZAFIROPOULOU M. : [Economie Sociale : une pratique de régulation territoriale](#)
- ARCHAMBAULT E. : [L'économie sociale en France dans une perspective européenne](#)
- CHAVES R./ MONZÓN CAMPOS : [L'économie sociale dans l'Union européenne](#)

>>> ciriec@ulg.ac.be

INSTANCES INTERNATIONALES DU CIRIEC

► Le [Præsidium international](#) du CIRIEC se réunira à Paris, le 24 juin 2011. Cette instance est composée des présidents des sections nationales ; elle se réunit dans l'intervalle des [Conseils internationaux](#). La réunion aura pour principal objectif la préparation du prochain [Congrès international](#) qui se tiendra à Vienne (Autriche) du 12 au 14 septembre 2012.

► Le [Conseil international](#) du CIRIEC se réunira à Valence (Espagne), en octobre prochain. A cette occasion, le CIRIEC-Espagne commémorera, le 24 octobre, le 25^{ème} anniversaire de sa création. La journée sera présidée par le recteur de l'Université de Valence, [Esteban Morcillo](#). La conférence magistrale sera prononcée par [Guy Quaden](#), ancien gouverneur de la Banque Nationale de Belgique et ancien directeur du CIRIEC.

>>> ciriec@uv.es

POINTS DE VUE

Le retour de la croissance... la positive attitude ?

« **E**t si on en oubliait les frasques politico – économique – judiciaires dont les médias sont si friands, personnalisations à la clef, en les rendant si gaies ou si tristes, selon les goûts... pour en revenir à l'essentiel. La nouvelle en ce printemps ne serait-elle pas la reprise de la croissance, tant attendue, tant pronostiquée et aujourd'hui... annoncée ? La divine surprise vient de l'INSEE qui annonce le retour d'une croissance pour la France de un pour cent au premier trimestre. A tel point que le taux de croissance annuel pourrait être supérieur au taux anticipé par le gouvernement lui-même.

Une France outragée, une France martyrisée, mais aujourd'hui une France libérée ? De la confiance, encore de la confiance, toujours de la confiance vous dirait l'économiste. N'est-ce pas ce défaut de confiance qui, en 2008, a failli instituer le capitalisme triomphant, le grand vainqueur de la barbarie, le porteur de la fin de l'histoire, en fossoyeur d'une civilisation ?

Alors, puisque la croissance revient, faut-il écouter les rabat-joie, les protestataires, les indignés espagnols et grecs qui en oublient le credo du retour sur investissement de l'actionnaire et de la finance ? Faut-il prêter attention à ces trop sérieux et si tristes décideurs de Davos qui déclament en ce début d'année que les risques envers la stabilité globale se sont accrus mais pas la capacité des systèmes de gouvernance mondiale pour les endiguer ?

La nouvelle gouvernance mondiale n'est-elle pas à l'œuvre avec ces G20 qui depuis 2008 s'échinent à vouloir réguler la finance mondiale ? Faudrait-il donc en revenir à des interventions publiques que le consensus de Washington avait si élégamment écartées après l'effondrement du collectivisme ? La menace serait-elle devenue celle de la libre finance ? Alors, de la gouvernance, encore de la gouvernance et toujours de la gouvernance... il pourrait en advenir quelque chose.

Mais d'où part-on et où va-t-on pour « gouverner » le capitalisme mondialisé ? Face à l'interaction complexe d'intérêts généraux locaux, nationaux, régionaux, mondiaux n'a-t-on pas, en s'en remettant au tout puissant marché, que trop poussé aux égoïsmes locaux et nationaux, négligé l'utilité économique et sociale des solidarités ? Est-on aujourd'hui capable face à la mondialisation d'aller vers un nouveau paradigme de régulation macro planétaire ou méso planétaire, autour des institutions internationales ou régionales ?

Où est l'Etat mondial qui incarnerait un intérêt général planétaire en promouvant un développement durable aux plans économique, social et environnemental ? Certainement pas prêt d'être né, devancé dans la mondialisation par le marché et plombé par les comportements nationaux ou régionaux hégémoniques et non coopératifs. Ne faut-il pas dès lors de la gouvernance, et plus encore du gouvernement, dans les unions économiques intégrées, donc en particulier en Europe ? Mais où en sont les solidarités et les coopérations après que les européens aient montré sous l'influence allemande si peu d'empressement pour éviter la banqueroute de l'Etat grec et tant d'exigences auprès de sa population... au point de susciter dégradation du rating des agences de notation, difficultés supplémentaires de remboursement, perte de confiance des marchés... et inquiétudes sur la résurgence d'un risque systémique ?

Alors de l'audace, encore de l'audace et toujours de l'audace... et certainement pas pour se mobiliser contre l'ennemi de l'étranger mais pour créer de la solidarité et de la coopération renforcée ».



Philippe Bance

Université de Rouen

Commission scientifique Economie Publique du CIRIEC

philippe.bance@univ-rouen.fr

Société durable : Pour la Solidarité s'engage !

« Il y a un avant et un après Fukushima. Aujourd'hui, personne n'ose plus prétendre à une solution durable à l'épuisement des énergies fossiles par le nucléaire. Tout au plus l'atome pourra-t-il servir de palliatif très temporaire à un véritable recadrage de la politique énergétique européenne. Nous devons dès à présent nous atteler au développement des énergies renouvelables mais également, et même surtout, à la réduction de notre consommation énergétique. L'une des principales pistes de cette révolution verte passe par l'amélioration, la rénovation et l'isolation de nos foyers.

Aussi, Pour la Solidarité a voulu mettre l'accent sur ce défi énergétique qui nous concerne, chacun et chacune, au quotidien dans un observatoire du >>> [logement durable](#), qui s'accompagne d'une newsletter à paraître prochainement, dont le thème phare touche au potentiel d'emploi du tournant vert du secteur de la construction.



Parce que la transition durable de nos sociétés offre des opportunités d'emplois, mais que nous souhaitons que ceux-ci soient également durablement solidaires, nous avons organisé deux événements à Namur sur les possibilités des emplois verts pour les femmes et pour les personnes avec un handicap. Nous continuerons sur la même lancée le 21 juin prochain, avec >>> [une conférence à Lille](#) sur l'économie sociale d'insertion et les emplois verts.

Un développement durablement solidaire passe aussi par la réduction des inégalités, notamment dans le domaine de la santé. C'est pourquoi nous avons lancé >>> [un débat au Sénat](#) sur les enjeux d'une santé plus durable, en questionnant les politiques actuelles et en cherchant des pistes originales et innovantes aux défis sanitaires et sociaux. Ce colloque a ainsi clôturé notre cycle santé, amorcé par la publication du cahier >>> [« Agir pour une santé durable »](#) et complété par le Wiki Lunch sur >>> [« La santé durable ou la promotion d'une alimentation équilibrée de qualité »](#).

denis.stokkink@pouirlasolidarite.eu

QUEL AVENIR POUR LES SERVICES PUBLICS EN EUROPE ?

Notre collègue [Pierre Bauby](#), membre de la commission scientifique « Economie publique » du CIRIEC-France a participé, le 11 mars dernier, à une émission de la radio européenne *Génération 112*, sur l'avenir des services publics en Europe.

>>> On peut entendre cette émission sur : http://www.generation112.eu/Quel-avenir-pour-les-services-publics-en-Europe-avec-Pierre-Bauby_a356.html

QUEL EST LE VRAI CANCER DE LA SOCIÉTÉ FRANÇAISE ?

« Le collectif [ALERTE](#) (35 fédérations et associations nationales de lutte contre la pauvreté et 30 collectifs inter-associatifs locaux présents dans 14 régions) proteste contre les propos inattendus et surprenants tenus dimanche 8 mai 2011 par [Laurent Wauquiez](#). Selon lui, les « dérives de l'assistanat » seraient « le cancer de la société française ». C'est laisser entendre, une nouvelle fois, que notre système de protection sociale profiterait à des paresseux et des fraudeurs.

Les associations de solidarité veulent témoigner que l'immense majorité des personnes défavorisées et des chômeurs veulent travailler et se donnent beaucoup de mal pour s'en sortir. Ils utilisent d'ailleurs toutes les solutions qu'on veut bien mettre à leur disposition pour sortir de la spirale du chômage et de l'exclusion (notamment les dispositifs de l'Insertion par l'activité économique). Laurent Wauquiez, eu égard à sa responsabilité ministérielle précédente, devrait pourtant connaître mieux que quiconque les difficultés et les efforts d'accès à l'emploi des plus pauvres et des plus démunis.

Ces paroles sont d'autant plus graves que, dans la campagne électorale qui s'ouvre, il serait catastrophique d'opposer les catégories de population les unes aux autres : ceux qui travaillent contre ceux qui ne travaillent pas ; les classes moyennes contre les pauvres ; les Français contre les étrangers. C'est notre pacte républicain qui est en cause. Le cancer de notre société n'est pas l'assistanat mais le chômage. Le RSA comporte des droits et devoirs en matière d'insertion. Ce n'est pas de l'assistanat. Attention aux solutions simplistes ou démagogiques :

- Ce n'est pas de travail obligatoire dont ces personnes ont besoin mais d'un emploi.
- Le plafonnement des minima sociaux proposé par Laurent Wauquiez aboutirait à une paupérisation de la société française. Il s'agirait en somme, pour les plus défavorisés, de « travailler plus pour gagner moins ». Le RSA est bien en dessous du SMIC (43 %) ; même en ajoutant les aides au logement ou les allocations familiales, on reste en deçà. Dire que le RSA plus les droits associés donnent une rémunération supérieure au SMIC est une contre-vérité grave.
- Faut-il réduire encore le droit à la protection sociale des étrangers, alors qu'ils n'ont déjà accès au RSA qu'au bout de 5 ans ? S'ils devaient se trouver sans aucune protection sociale pendant 5 ans, comme le propose Laurent Wauquiez, ils seraient en grand danger.

Le collectif ALERTE juge inacceptable que Laurent Wauquiez jette l'anathème sur les plus pauvres, les plus vulnérables. Cela ne saurait tenir lieu de politique sociale responsable. Il est choquant de vouloir aggraver les conditions d'existence de ceux qui, dans notre société, n'ont déjà presque plus rien.

ALERTE restera très vigilant sur les suites qui seront données aux intentions de Laurent Wauquiez.. »

>>> bgroues@uniopss.asso.fr

LES COLLECTIVITES TERRITORIALES PRENNENT TOUTE LEUR PART DANS LES ETATS GENERAUX DE L'ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE

« L'idée des Etats généraux de l'Economie sociale et solidaire lancée en Octobre dernier continue de faire son chemin très concrètement et les collectivités territoriales s'impliquent fortement dans la démarche. Parmi les dernières initiatives on peut citer la région Midi Pyrénées , la Bourgogne, Provence Côte d'Azur, Pays de Loire, entre autres...des "cahiers d'espérance" traduisant les expériences, propositions ou suggestions formulées à cette occasion.

Plus d'une douzaine de régions se sont impliquées dans ces débats, à des degrés divers, et plus de 250 cahiers d'espérance ont déjà été collectés traduisant l'intérêt porté à cette initiative dans la perspective des Etats généraux de l'économie sociale et solidaire qui se tiendront du 17 au 19 juin 2011 au Palais Brongniart à Paris à l'initiative du Labo de l'Economie Sociale et Solidaire, une plate-forme collaborative en ligne a été lancée en janvier dernier.

Le site www.pouruneautreconomie.fr/ présente ainsi les grandes étapes des Etats généraux et ses actions phares : « cahiers d'espérances », manifestations régionales et locales, etc. Il doit permettre aux internautes (individu, groupe, association, région, etc.) de partager leurs propositions autour de l'économie sociale et solidaire, de contribuer aux « cahiers d'espérances » et d'organiser des groupes de travail.

Les « cahiers d'espérances » sont au cœur du dispositif de préparation des Etats généraux. Ils ont vocation à être des propositions concrètes pour une autre économie et seront, après l'événement du Palais Brongniart, portés auprès de l'opinion et des décideurs tout au long de la prochaine campagne présidentielle. La plate-forme en ligne propose un cadre et un support méthodologique pour organiser les propositions et contributions ».



[Jean Meyronneinc](#)
Rédacteur à Miroir Social

PS: Le réseau des territoires pour l'économie solidaire (RTES), signataire de l'appel, contribue largement au succès de cette démarche également.

>>> In : [Miroir Social \(manuelle.grange@miroirsocial.com\)](mailto:manuelle.grange@miroirsocial.com)

NOS ADHERENTS INNOVENT

La Fondation Crédit Coopératif : mécène principal du Festival d'Avignon

La Fondation d'entreprise Crédit Coopératif est devenue le mécène principal du Festival d'Avignon pour 2011 et 2012. Elle soutient depuis de nombreuses années le Festival, l'une des plus importantes manifestations internationales du spectacle vivant.

Le Festival est un lieu de production de spectacles dont le Crédit Coopératif est le partenaire bancaire depuis plus de 20 ans. C'est aussi un lieu de rencontres des artistes avec les associations d'éducation populaire, le jeune public et le public en situation de précarité.



Le Festival organise également de nombreuses actions spécifiques qui peuvent toucher des lycéens aussi bien que des détenus du Centre Pénitencier du Pontet.

La Fondation noue avec le Festival un partenariat large, confiant et affinitaire, croisant culture et solidarité.

>>> www.credit-cooperatif.coop/fondation/

A LIRE

« ET POUR QUE MARIANNE CHANTE A NOUVEAU »



« *La France, qui a vu naître les Droits de l'Homme et du citoyen, connaît une crise économique, sociale, culturelle et démocratique qui s'est amplifiée à partir de la crise mondiale de 2008. La notion de Liberté s'individualise, l'idéal d'Egalité est remis en cause et la Fraternité n'est plus le ciment de notre société. Le modèle républicain et démocratique se voit donc menacé par le désengagement des citoyens à l'égard des questions politiques.*

Nous devons replacer l'éducation et la participation au centre du projet de reconstruction d'une citoyenneté responsable, garantir le renforcement de la société civile, essentielle au fonctionnement démocratique, et à nous de défendre la sphère publique face à un marché sans régulation. »

A partir de son parcours professionnel et associatif, [Gilles Le Bail](#) propose une analyse et dessine les bases d'une société où l'homme pourrait redevenir le moteur et l'acteur responsable qu'il n'aurait jamais dû cesser d'être.

Le livre a fait l'objet d'une nomination pour le Prix Edgar Faure 2011.

L'auteur est délégué général de la Fédération Française des Maisons de Jeunes et de la Culture (2 millions d'adhérents) et ancien président du CNAJEP (430 000 associations, 6 millions de bénévoles, 1,4 % du PIB)

>>> <http://www.jacques-andre-editeur.eu/>

Les Scop à l'honneur dans le dernier hors-série d'Alternatives Economiques



Alternatives Economiques, le numéro deux de la presse économique, est une coopérative.

Le journal, qui fait une large place à l'économie sociale, a réalisé un nouveau hors série « *Et si on changeait tout ?* », avec de nombreuses références aux Scop : leur modèle démocratique de gouvernance, le respect du travail des salariés, la prise en compte des enjeux environnementaux...

>>> <http://www.alternatives-economiques.fr>

RECMA

Au sommaire du n° 320 de la RECMA - Revue internationale de l'économie sociale, un important dossier sur « le monde coopératif dans une économie plurielle, le problème de l'attractivité », un très éclairant édito de Jean-François Draperi, « Rendez-vous à la Bourse » et les rubriques habituelles, en particulier les Notes de lectures, toujours judicieusement sélectionnées.

La RECMA est, avec La Lettre de l'Economie Sociale, la référence incontournable de l'information et de la réflexion pour les praticiens et les chercheurs du « tiers secteur ».

>>> [Téléchargez le sommaire / contents \(français-anglais\)](#)

>>> [Abstracts](#)

APPELS A CONTRIBUTIONS

POTENTIEL ET LIMITES DE L'ESS : LA PREUVE PAR LE CONCRET

L'Institut Veblen pour les réformes économiques construit une base de connaissance des modèles économiques et des innovations sociales susceptibles de démontrer la pluralité des formes d'entreprendre et de renouveler notre vision de l'économie. Dans ce cadre, il lance un appel à contribution à destination des chercheurs et des jeunes chercheurs étudiant l'économie sociale et solidaire ou, plus largement, des modèles économiques à forte vocation sociale et/ou environnementale : modèles coopératifs ou associatifs, entrepreneuriat social, finance solidaire, caisse d'épargne mutuelle, projets d'insertion, projets de monnaie sociale, etc.. Au-delà de la diversité des formes d'entreprise, ce projet vise à développer une méthodologie rigoureuse pour étudier les modèles économiques et l'impact social et environnemental des entreprises sociales.

Les contributions doivent porter sur des acteurs concrets, situés en Europe ou ailleurs, et expliciter le contexte institutionnel (cadre juridique, type de soutien des pouvoirs publics, etc.) dans lequel ils opèrent. Des modèles économiques marchands et autofinancés (par exemple, des coopératives de production) sont aussi intéressants que les modèles subventionnés en partie ou intégralement ou en délégation de services publics - dans chaque cas, l'analyse doit clairement faire apparaître le modèle utilisé et discuter sa viabilité. Tout type d'activité peut entrer en ligne de mire - production, commerce, services - tant que l'impact social et environnemental fait l'objet d'une analyse approfondie.

Le terme « économie sociale et solidaire » n'est pas à prendre au sens statutaire et limitatif : l'essentiel de la tâche est justement de démontrer la valeur ajoutée sociale/environnementale de l'activité en question, et de le faire en proposant des critères et une méthodologie clairs. L'analyse des projets échoués peut être aussi intéressante que celle des réussites, pourvu que l'échec se révèle porteur d'enseignements utiles pour faire avancer la réflexion sur le potentiel d'économie sociale et solidaire.

L'article doit comporter entre 20 et 40 mille signes. Les propositions seront acceptées sur la base d'un résumé développé (environ 2 pages). Frais d'honoraires pour les articles retenus sur la base du résumé : 600 en droits d'auteur (en AGESEA si l'auteur est domicilié en France). Les propositions doivent être envoyées avant le 30 juin 2011.



>>> Résumés : W. Kalinowski, 01 43 14 73 68 (Institut Veblen, Fondation Charles-Léopold Mayer, 38 rue St-Sabin, 75011 Paris)

Compétences et emplois : Préparons l'avenir de l'ESS

Une étude est menée actuellement pour **préparer les mutations des entreprises de l'Economie Sociale et Solidaire, en matière d'emploi, de compétences et de formations** autour de deux enjeux principaux : le renouvellement des compétences (pyramides des âges, transmission, adaptation aux évolutions,...) et la qualité de l'emploi dans l'ESS.

La qualité de cette étude dépend de la mobilisation des acteurs de l'économie sociale et solidaire. Dans ce sens, a été lancée **une enquête en ligne afin d'évaluer les perspectives de renouvellement et de réorganisation des équipes salariées liées aux départs massifs en retraite dans les 10 prochaines années.**

Nous vous invitons vivement à répondre à cette enquête pour votre établissement et à la diffuser largement dans vos réseaux ! Cette enquête est à destination exclusivement des acteurs de l'ESS.

>>> Pour accéder au questionnaire : <http://enquete.cnrcs.org/index.php?sid=47318&lang=fr>

AGENDA

ETATS GENERAUX DE L'ESS... A LA BOURSE

Du 17 au 19 juin, l'ensemble des acteurs de l'économie sociale et solidaire se retrouveront au Palais Brongniart, ancienne Bourse, pour témoigner de la vitalité de l'ESS et de son ambition à relever les défis de l'économie malade des excès du libéralisme.

[Edgar Morin](#), [Stéphane Essel](#), [Michel Onfray](#), [Augustin de Romanet](#), [Claude Alphandéry](#) viendront débattre avec de nombreux acteurs de l'ESS, qui présenteront leurs réalisations au quotidien.

Rendez-vous le vendredi soir pour un grand débat « **De la résistance à l'espérance. L'ESS, une utopie qui fait ses preuves !** » et le samedi soir pour un grand concert « **Femmes Solidaires** ».

>>> Programme sur <http://www.pouruneautreeconomie.fr/>

● Débat « [Coopératives et responsabilité sociale des entreprises](#) », organisé par CoopFR. Paris, 15 juin 2011 (de 10 h 30 à 13 h)

>>> contact@entreprises.coop

● Remise des Trophées du 4^{ème} Prix OCIRP « [Acteurs économiques et handicap](#) ». Paris, 23 juin 2011.

>>> puhois@ocirp.fr

● Assemblée générale de l'APEAS « [Soutien à l'économie alternative et solidaire en Région PACA](#) ». Marseille, 25 juin 2011.

>>> isabelle.perroud@apeas.fr

● Rendez-vous des acteurs de l'économie sociale et solidaire en Val-de-Marne « [La commande publique : pourquoi et comment y répondre ?](#) ». Créteil, 29 juin 2011.

>>> www.cg94.fr/acteurs-sociaux-solidaires

● Colloque « [ESS, nouveaux indicateurs de richesse, nouveaux emplois. Quelles perspectives ? Quelles alternatives ?](#) », organisé par la Chambre Régionale de l'Economie Sociale Poitou-Charentes. Poitiers, 24 nov. 2011.

>>> <http://cres-poitoucharentes.fr>

lien : Les nouvelles

ADHESION AU CIRIEC-FRANCE

Le CIRIEC est une organisation internationale non gouvernementale, créée il y a un siècle par un Français, le professeur Edgard Milhaud.

Son objet est la recherche et l'information sur l'économie d'intérêt général : économie sociale, économie publique et économie paritaire.

Ses travaux se réalisent au travers de réseaux nationaux et internationaux de chercheurs, de publications, de colloques, de congrès mondiaux,...

Ils contribuent à l'illustration, mais aussi à la promotion des entreprises et organisations qui partagent des valeurs de service de l'intérêt général, de non lucrativité et de démocratie économique.

Le CIRIEC est établi dans quinze pays.

La section française est une association constituée d'adhérents, personnes physiques et morales. Parmi ces dernières : entreprises publiques, organisations et entreprises de l'économie sociale, organismes à gestion paritaire et syndicats.

Informations-adhésions : >>> info@ciriec-france.org

Si
vous
souhaitez
contribuer à
alimenter les *Brèves*



marcel.caballero@club-internet.fr

**CENTRE INTERNATIONAL DE RECHERCHE ET D'INFORMATION
SUR L'ECONOMIE PUBLIQUE, SOCIALE ET COOPERATIVE**

CIRIEC-France

7 passage Tenaille – F – 75014 Paris
Téléphone : 33 (0) 1 40 52 85 49 - Courriel : info@ciriec-france.org
www.ciriec-france.org

